

Sommaire

Fonctionnaires

Ce que demandent des parents d'élèves et d'étudiants sur l'âge limite

Soir Info - samedi 15 février 2020

Échec de l'arrimage Cmu-Mugefci

Le Quotidien d'Abidjan - vendredi 14 février 2020

Politique

Ouattara inaugure la Bibliothèque Félix Houphouët-Boigny, en France

Soir Info - samedi 15 février 2020

Grosse bataille entre Duncan et Gon Coulibaly

Soir Info - samedi 15 février 2020

Bédié envoie un message fort au Rhdp

Soir Info - samedi 15 février 2020

Pro-Bédié, pro-Gbagbo et pro-Soro font bloc à Paris

L'Inter - samedi 15 février 2020

Le grand flop d'Ahoussou à l'ouest

Le Nouveau Réveil - samedi 15 février 2020

Conjoncture économique et sociale

Le ministre Adama Coulibaly : « Le financement de long terme est le socle du développement durable »

Soir Info - samedi 15 février 2020

Le préfet d'Abidjan salue les réalisations de Mambé

L'Inter - samedi 15 février 2020

Voici comment Alassane Ouattara rend effectif le transfert de la capitale

Le Patriote - samedi 15 février 2020



CONCOURS DE RECRUTEMENT DE 5000 INSTITUTEURS ADJOINTS

Ce que demandent des parents d'élèves et d'étudiants sur l'âge limite



Aka Edouard est le président de l'Unapeeci (Ph DR)

Le gouvernement, à travers le ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, a lancé, il y a quelques jours, un concours de recrutement de 5000 Instituteurs adjoints (Ia) titulaires du Brevet d'études du premier cycle (Bepc), pour la formation dans les Centres d'animation et de formation pédagogique (Cafop). L'âge est fixé entre 18 ans au moins et 36 ans au plus, au 31 décembre 2019. " C'est bien déjà que le gouvernement lance ce concours pour donner du travail à nos enfants. Mais nous souhaiterions que l'âge limite soit d'au plus 40 ans. Vous me parlerez de l'âge de départ à la retraite qui est à 60 ans. Je pense qu'on pourra, au cas par cas, revoir l'âge de départ à la retraite pour les enseignants. Et puis, c'est mieux de travailler pendant 20 ans que de ne rien avoir comme travail, du tout. Au pire des cas, on pourrait fixer l'âge limite à 38 ans", a indiqué Aka Edouard, président de l'Union nationale des parents d'élèves et d'étudiants de Côte d'Ivoire (Unapeeci). C'était le jeudi 13 février 20120, à Treichville

DOMINIQUE FADEGNON

Mesmin Comoe au banc des accusés

Échec de l'arrimage Cmu-Mugefci



Trois Organisations Syndicales du secteur santé [TOS], à savoir la Coordisanté, la Plateforme santé et le Synacassci dénoncent la lenteur des prestations du président du conseil d'administration de la Mutuelle Générale des Fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire [MUGEFCI].

C'est le sens de la conférence qu'ils ont organisée le mercredi 12 février dernier à leur siège sis à Yopougon. Pour Boko Kouaho, Porte-Parole de la COORDISANTE et ses camarades, Mesmin Comoé n'entretient pas une franche collaboration avec la Caisse Nationale d'Assurance Maladie de Côte d'Ivoire [CNAM].

«Le début du mois d'octobre dernier a eu lieu le démarrage effectif des prestations de soins, au titre de la Couverture Maladie Universelle [CMU] dans les Etablissements Publics Hospitaliers [EPH].

Depuis le démarrage des prestations, il est donné de constater sur le terrain plusieurs difficultés pratiques», a-t-il affirmé Boko Kouaho.

Poursuivant ils ont énuméré les insuffisances, notamment, l'indisponibilité des bons CMU, les bons CMU qui ne sont pas servis dans les officines, indisponibilité de médicaments CMU dans les pharmacies des hôpitaux et dans les officines agréés, le circuit du patient méconnu et fastidieux, méconnaissance des établissements sanitaires conventionnés dans les localités, bons MUGEFCI non servis aux fonctionnaires détenteurs de la carte dite intelligente médicaments remboursables par la MUGEFCI non disponibles dans les officines, tels sont les difficultés rencontrées sur le terrain.

«Il cache la vérité de la situation financière de la MUGEFCI aux fonctionnaires, alors qu'il a exigé et obtenu de l'Etat la prise en compte de la part patronale de 50% des cotisations CMU de tous les fonctionnaires et que près de quatre milliards de francs ont été déjà versés à la MUGEFCI à ce titre.

Il cache la vérité aux fonctionnaires sur le contenu de l'arrimage. Alors que le PCA a négocié pour que la MUGEFCI soit complémentaire de la CMU, il fait croire aux fonctionnaires que la CMU est venue diminuer le confort des prestations offertes par la mutuelle», a dénoncé le porte-parole des TOS. Boko Kouaho a également martelé que Mesmin Comoé, en imposant une carte de mutualiste dite "intelligente" à 10.000 francs CFA, a institué une discrimination entre les fonctionnaires.

Les trois organisations syndicales du secteur de la santé, pour l'amélioration de l'arrimage CMU/MUGEFCI proposent l'application du décret qui fait de la MUGEFCI une assurance complémentaire obligatoire pour les fonctionnaires.

«Nous interpellons Mesmin Comoé à œuvrer pour l'amélioration concrète des prestations du régime de base de la MUGEFCI au bénéfice de tous les fonctionnaires de façon équitable. Nous appelons aussi tous les fonctionnaires en général et le personnel de santé en particulier de s'abstenir de payer la carte intelligente non réglementaire», a-t-il conclu.

M. T



ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER / Le président de la République, Alassane Ouattara, a pris part, le vendredi 14 février 2020, à Paris, à l'inauguration de la Bibliothèque Félix Houphouët-Boigny de l'Académie des sciences d'outre-mer.

Ouattara inaugure la Bibliothèque Félix Houphouët-Boigny, en France



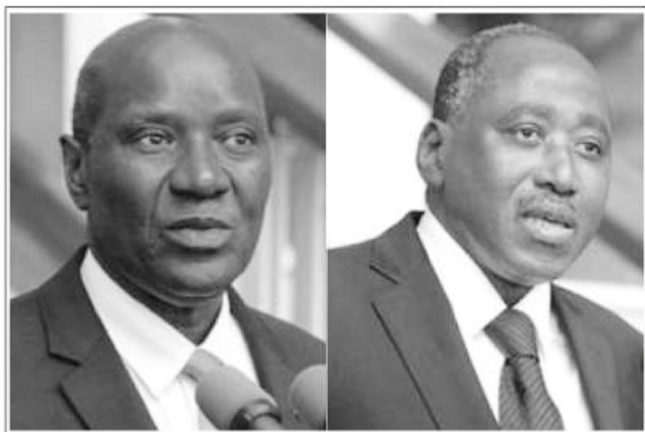
Le président ivoirien était heureux de participer à cette cérémonie. (Ph.DR)

Le président de la République, Alassane Ouattara, a pris part, le vendredi 14 février 2020, à Paris, à l'inauguration de la Bibliothèque Félix Houphouët-Boigny de l'Académie des sciences d'outre-mer. « La pensée du président Félix Houphouët-Boigny et son actualité dans la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui et de demain » a été le thème de la communication qu'il a faite au cours de cette cérémonie. Le chef de l'État a, en effet, magnifié l'œuvre et la vision du premier président de la Côte d'Ivoire, le « père de la nation ivoirienne », le présentant comme un bâtisseur dont l'engagement pour la construction de la culture de la paix a été reconnu par l'Unesco. Faut-il le relever, c'est l'Unesco qui parraine le Prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix. Par ailleurs, le président ivoirien a eu un entretien avec la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif), Louise Mushikiwabo, au siège de son organisation. « Je suis très heureux de venir rendre hommage à Madame Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie, ma sœur, pour l'excellence des relations entre l'Oif et la Côte d'Ivoire. Avec nos vœux et nos remerciements. Bonne et heureuse année à l'Oif, à Madame la Secrétaire générale et à tout le personnel de notre belle institution », a écrit Alassane Ouattara dans le livre d'or de l'institution francophone.

HERVÉ KPODION

EXCLUSIF / CRISE AU SOMMET DE L'ÉTAT. TOUT SUR CE QUI LES OPPOSE

Grosse bataille entre Duncan et Gon Coulibaly



Duncan et Gon sont à couteaux tirés sur le choix du futur président de l'Upu... (Ph.Archives)

Rien ne va entre le vice-président de la République de Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan, et le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, candidat putatif du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) à la présidentielle d'octobre 2020. Les deux personnalités ont engagé un bras-de-fer autour de la présidence de l'Union postale universelle (Upu), dont les assises sont prévues en Côte d'Ivoire au mois d'août 2020. Les deux hommes se déchirent depuis septembre 2019. Une situation qui, selon nos sources, affecte, nerveusement, le chef de l'État. Le président de la République, Alassane Ouattara, devrait trancher au dernier moment. De quoi s'agit-il ? Duncan et Gon sont à couteaux tirés sur le choix de la personnalité « idéale » à désigner, par la Côte d'Ivoire, pour présider le 27e congrès de l'Upu, qui se tiendra à Abidjan, du 10 au 28 août 2020 ». La vice-présidence et la Primature, par personnes interposées, ont des intérêts divergents, laissent entendre nos sources. Et, cette guéguerre serait la face visible d'un profond iceberg « politique » au sein du Rhdp, qui se prépare à se choisir son candidat... Six courriers contradictoires, mais qui présentent des objectifs identiques, écrits les 19 septembre 2019, 7 octobre 2019, 3, 7 et 10 février 2020, par Mamadou Sanogo, ministre de l'Économie numérique et de la poste, adressés à M. Bishar A. Hussein, Directeur général du bureau international de l'Upu à Berne en Suisse, au Premier ministre, ministre du Budget et du portefeuille de l'État, Amadou Gon Coulibaly, et au vice-président, Daniel Kablan Duncan, sont assez illustratifs de la pesanteur de la crise entre les deux hommes. Dans son courrier en date du 19 septembre 2019 n°

01784/Menup/Cab/Dc relatif à la désignation du président du 27e congrès de l'Upu et du Président du conseil d'administration (Pca) pour le cycle 2020-2024, le gouvernement porte, logiquement, son choix sur M. Issac-Alexis Gnamba-Yao. Un choix d'autant plus conforme aux normes de l'Upu, qu'Issac-Alexis Gnamba-Yao est l'actuel Directeur général (Dg) de la Poste de Côte d'Ivoire. Mais, ce choix n'aurait pas, selon nos sources, emporté l'adhésion du vice-président, Daniel Kablan Duncan et du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly qui tenaient, chacun, à positionner son poulain. Très vite, les choses s'emballent. Le 7 octobre 2019, soit seulement deux semaines après sa désignation, coup de théâtre. La proposition de Gnamba-Yao est invalidée par le ministre Mamadou Sanogo. Qui explique ce revirement par courrier N° 182/ Menup/Cab-Cc adressé M. Bishar A. Hussein. **Un arbitre nommé Alassane Ouattara**

« Compte tenu de l'importance que le gouvernement ivoirien accorde à cet événement prévu l'année prochaine, les procédures de désignation de la personnalité pouvant assurer ces fonctions sont remises à l'étude... En conséquence, je me vois contraint d'annuler la désignation de Monsieur Isaac-Alexis Gnamba-Yao en qualité de président dudit congrès et de Président du conseil d'administration pour le cycle indiqué. Dès la validation de la procédure de désignation à ces fonctions, l'identité de la personnalité retenue vous sera communiquée... En attendant cette validation, je vous prie de bien vouloir considérer que la correspondance n° 01784/Menup/Cab/Dc du 19 septembre 2019 sus-indiquée, est annulée », écrit le ministre Mamadou Sanogo. Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly tient là une opportunité pour mettre en position Konaté Mamadou, membre du conseil de régulation de l'Autorité de régulation des télécommunication-Tic de Côte d'Ivoire (Artci), en charge de la régulation postale, selon notre source à la Primature. Il reçoit, le lundi 3 février 2020, son ministre en charge de l'Économie numérique et de la poste. Un autre courrier est très vite élaboré (n°188/Menup/Cab/Csp du 3 février 2020,) à l'attention du chef du gouvernement. « Suite à l'audience qu'il vous a plu de m'accorder, j'ai l'honneur de vous soumettre la proposition de nomination de Monsieur Konaté Mamadou en qualité de président du 27e congrès de l'Union postale universelle (Upu) qui se tiendra à Abidjan du 10 au 28 août 2020 », écrit-il. Il justifie son choix par le fait que « Konaté Mamadou totalise trente ans au service de la Poste de Côte d'Ivoire (1985-2015) et a été Directeur général de la Poste-Côte d'Ivoire, Directeur des relations internationales,

Grosse bataille entre Duncan et Gon Coulibaly

Tout sur l'affaire



ARMAND B. DEPEYLA

directeur de la logistique et du patrimoine... ». « C'est donc un homme pondéré, pétri d'expériences et rompu aux procédures internationales en matière postale », argue le ministre Sanogo. Mais, les jeux sont loin d'avoir été faits pour le poulain du Premier ministre Amadou Gon. Car, il sera taclé par le vice-président, Daniel Kablan Duncan. De fait, une semaine à peine s'est écoulée, lorsque survient un énième coup de tonnerre qui surdimensionne la cacophonie ambiante. A l'instigation, selon nos sources, de la vice-présidence la République, une contre-proposition sort du chapeau du même ministre Mamadou Sanogo : Aka Brou Louis Blaise, un haut cadre du Sud-Comoé. Ce natif d'Ayamé (Aboisso) est proche du vice-président, Daniel Kablan Duncan, qui se présente comme son mentor politique. Le samedi 22 décembre 2012, à Ayamé, Aka Brou Louis-Blaise, cadre du Rhdp, organisait, sous le parrainage du Duncan, alors Premier ministre, une grande cérémonie d'hommage et de reconnaissance au président de la République, Alassane Ouattara. Le courrier du ministre Mamadou Sanogo, en date du 10 février 2020 (ref Menup/Cab/Csp) adressé au vice-président de la République sonne comme un cinglant désaveu au Premier ministre. Il est explicite et prend les allures d'un véritable plaidoyer en faveur du « cheval » de Daniel Kablan Duncan. Tout est aussi dans la sémantique... « Suite aux différentes consultations entreprises, j'ai l'honneur de vous informer que Monsieur Aka Brou Louis-Blaise a été désigné en qualité de président du 27e congrès de l'Union postale universelle (Upu) qui se tiendra à Abidjan du 10 au 28 août 2020 », écrit encore le ministre Mamadou Sanogo. De la « proposition », le ministre est arrivé à la « désignation »... La lettre au vice-président poursuit pour présenter ce choix comme étant l'idéal, ce d'autant plus que « Monsieur Aka Brou Louis Blaise, secrétaire général en exercice depuis 2012 de la Conférence des Postes des États de l'Afrique de l'Ouest (Cepao) et président du comité scientifique du 27e congrès de l'Upu, a une longue et riche expérience dans le secteur postal, tant au plan national qu'international ». Le ministre appuie le choix qu'il a fait, en ajoutant que « Monsieur Aka Brou Louis a été Commissaire général du congrès de l'Upu 2004 et secrétaire du Comité international chargé de la candidature de la Côte d'Ivoire pour le Congrès de l'Upu 2004 prévu initialement à Abidjan ». Il en découle que l'homme du vice-président a le profil à l'emploi. « C'est donc un homme d'expérience et rompu aux procédures internationales en matière postale, qui est nommé en qualité de président des travaux du prochain Congrès de l'Union postale universelle », conclut le ministre Mamadou Sanogo. Un dernier choix qui, selon nos sources, n'a pas manqué de soulever le courroux de la Primature. En tout état de cause, rien n'est encore joué, ni pour la Primature ni pour la vice-présidence. Un arbitre nommé Alassane Ouattara doit trancher. L'enjeu est énorme, tant pour la Côte d'Ivoire que pour la personne devant présider les travaux de l'Upu. Aussi bien à la vice-présidence qu'à la Primature, tous les regards sont tournés vers le chef de l'État qui, en dernier ressort, va décider. Et, avons-nous appris, son choix sera celui de la Côte d'Ivoire et devra s'imposer aux deux « protagonistes ».



SITUATION POLITIQUE / Droit, il est dans ses bottes. Son cap, celui de ramener le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdc) au pouvoir en 2020, il n'entend point en déroger, de quelle que manière que ce soit.

Bédié envoie un message fort au Rhdp



Bédié a envoyé à Ouattara, sa réponse relativement aux démarches visant un éventuel rapprochement. (Ph. Archives)

Droit, il est dans ses bottes. Son cap, celui de ramener le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdc) au pouvoir en 2020, il n'entend point en déroger, de quelle que manière que ce soit. Pour ce faire, pas question, pour lui, de transiger. Toute chose qui équivaldrait à s'écarter de ce qui l'oblige à préserver son honneur d'homme d'État. En ce sens, Henri Konan Bédié vient d'envoyer un message clair et fort à tous ceux qui se laissent aller à l'idée qu'il va revenir sur sa posture vis-à-vis du Rassemblement des houpouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) et de son président, Alassane Ouattara. « En ce qui me concerne, vous pouvez compter sur moi pour continuer la bataille jusqu'à ce que le Pdc revienne au pouvoir. Je vous encourage tous à participer à cette victoire », a lancé Henri Konan Bédié aux cadres et militants du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdc) de Kouassi-Kouassikro, qu'il a reçus chez lui. Ceux-ci, conduits par N'Goh Yao Alexis, étaient allés rendre, selon eux, une visite de « courtoisie » et réaffirmer l'appartenance de ce département, politiquement, au Pdc. Aux responsables de la « zone Zadi », qui couvre 7 bastions du Pdc des régions de la Marahoué, du Haut-Sassandra, du Goh, du Loh-Djiboua, de la Nawa et du Gboklè, Henri Konan Bédié n'a pas varié dans ses consignes. Tout mettre en œuvre pour la victoire du Pdc en 2020. L'engagement de sa foi, de sa parole sont, pour lui, des impératifs qui exigent le respect des consignes, car, gage de la victoire. « Vous devriez aider les militants du Pdc à s'inscrire et se faire enrôler pour les élections de 2020 », a-t-il insisté. Henri Konan Bédié qui a pris la pleine mesure de l'enjeu des futures présidentielles 2020, à 8 mois de l'échéance, a entrepris d'armer

davantage psychologiquement ses troupes, non sans les mettre en confiance, sur sa ferme volonté de mener le combat de la victoire jusqu'au bout. Dans un environnement politique de plus en plus marqué par des rumeurs de rapprochement, après avoir rompu les liens de la coalition avec Alassane Ouattara, fondateur du Rhdp, le prince Nambè a donc envoyé ce message sans équivoque, non seulement à ses militants, mais aussi au régime d'Abidjan. Car, ils sont nombreux, des observateurs qui ont vite vu derrière la visite du chef de l'État à la reine des Baoulé, une quête visant à renouer le fil du dialogue avec l'ancien chef de l'État. D'ailleurs, Alassane Ouattara a lui-même ouvert la brèche face à la notabilité royale de Sakassou, le samedi 1er février 2020. Le président du Rhdp a indiqué, à Sakassou, sa disponibilité totale à faire la paix avec le président du Pdc-Rda, Henri Konan Bédié, avec qui il est en froid depuis quelque temps. « Je voudrais saisir cette opportunité pour vous dire que ma disponibilité est totale. Avec tout ce que le pays a vécu comme drame pendant ces dernières années, il est important que les enfants de Félix Houphouët-Boigny puissent se retrouver et consolider cette paix que nous avons retrouvée depuis mon accession au pouvoir en 2011 », avait-il affirmé lors de ses échanges à la cour royale de Sakassou. Il a félicité sa Majesté Akoua Boni II et l'ensemble des chefs traditionnels du royaume Baoulé pour tous les efforts qu'ils déploient pour créer un rapprochement entre lui et son aîné. Le 6 décembre 2019, ces chefs traditionnels avaient pris l'engagement, à l'occasion de la commémoration de la mort de Félix Houphouët-Boigny, à Yamoussoukro, de rencontrer le président Henri Konan Bédié pour lui transmettre un message de la reine. Le chef de l'État s'est dit convaincu que cette rencontre entre la reine Akoua Boni II et Henri Konan Bédié permettra de faire avancer les choses entre eux, les membres de la grande famille des houpouétistes. Cette sortie de Bédié sonne comme une réponse à la requête du chef de l'État.

ARMAND B. DEPEYLA

A HUIT MOIS DES ÉLECTIONS / L'ex-Pan : «Si notre combat est vrai et juste, nous l'emporterons»

Pro-Bédié, pro-Gbagbo et pro-Soro font bloc à Paris



C'est probablement le prélude à un vaste mouvement d'ensemble des forces d'opposition ivoirienne à quelque huit [8] mois du scrutin présidentiel. Partisans de Henri Konan Bédié, ceux de Laurent Gbagbo et les fidèles de l'ancien chef du Parlement, Guillaume Soro, se sont donné rendez-vous, ce samedi 15 février 2020, à Paris place du Trocadéro. L'affiche annonçant l'événement en fait, un sit-in a été mise en évidence, très tôt, vendredi 14 février, sur la page facebook du député de Ferké. Elle mentionne : « La coalition des partis et mouvements de l'opposition et la société civile organisent un sit-in le samedi 15 février 2020 à la place du Trocadéro {Paris} à partir de 14h ». Sur l'affiche, on peut voir côte à côte, les photos de Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo, Guillaume Soro et Charles Blé Goudé. Le thème du sit-in est éloquent : « non aux arrestations arbitraires et au recul de la démocratie en Côte d'Ivoire ». On comprend aisément que les organisateurs entendent dénoncer les récentes arrestations de personnalités de l'opposition, généralement proches de Guillaume Soro. A ce jour, une vingtaine de proches du président de Générations et peuples solidaires (Gps) sont en détention. Parmi eux, cinq (5) députés. Avec leur leader Guillaume Soro, ils sont accusés par la justice ivoirienne de plusieurs infractions : complot contre l'autorité de l'État, complicité de détournement de deniers publics, recel de détournement de deniers publics et de blanchiment de capitaux. Un

mandat d'arrêt international a été lancé à l'encontre de Guillaume Soro qui vit aujourd'hui sur le continent européen après une tentative avortée de retour au pays. En conférence de presse, à Abidjan-Cocody, le 7 février 2020, les avocats de M. Soro et des ses proches se sont élevés contre des détentions « arbitraires ». Ils ont annoncé avoir saisi « de manière urgente le groupe de travail sur la détention arbitraire à Genève au nom de 79' personnes y compris les 5 députés ». On se doute bien que le sit-in parisien de ce samedi participe d'une série d'actions visant à accentuer la pression sur les autorités ivoiriennes. L'enjeu est sans équivoque : obtenir du pouvoir d'Abidjan qu'il desserre l'étau à quelques mois de la présidentielle. C'est aussi et surtout un message que les opposants envoient à la communauté internationale en tenant une manifestation sur une place parisienne réputée. En marge des préparatifs de ce sit-in, Guillaume Soro n'a pas rompu avec ses habitudes. Comme tous les vendredis, depuis maintenant plusieurs mois, il a adressé un mot à ses « frères et soeurs » musulmans. Son message, un passage du Saint Coran, se termine sur ce commentaire personnel de Guillaume Soro : « si notre combat est vrai et juste, nous l'emporterons ». Difficile pour l'ex-leader rebelle de motiver autrement ses troupes !

KISSELMINAN COULIBALY

Parti en campagne à l'Ouest pour le RHDP / | Les ratés et contradictions de cette opération de charme !

Le grand flop d'Ahoussou à l'ouest



Ahoussou Jeannot et Anne Ouloto.

L'ex-Premier ministre, actuel président du sénat, Jeannot Ahoussou Kouadio, le dernier des hauts cadres du Pdc-rda à virer au RHDP et l'un de ceux qui s'attaquent le plus au parti qu'ils ont quitté, était à l'ouest dans la région du Cavally du 12 au 14 février. avec le manteau de président du Sénat, il a habilement habillé sa visite politique en une visite républicaine qu'il a effectuée avec les moyens de l'Etat, dont un hélicoptère de la police nationale, des détachements de la police... après le passage du Premier ministre amadou Gon Coulibaly du 3 au 4 octobre 2019 dans la région du Cavally où il n'a pu lancer les travaux pour lesquels il y était, c'était au tour de Jeannot Ahoussou, président du sénat, d'aller dans cette région du Cavally pour battre campagne, à travers une opération de charme mal cousue. c'était tout sauf une visite républicaine, encore

moins une mission d'Etat. c'est pourquoi, n'a été invité aucun élu d'un autre bord en dehors de ceux du RHDP. mais même beaucoup des élus du RHDP n'étaient pas présents pour des raisons qu'ils donneront un jour. mme madeleine Oulai (députée de Bloléquin), Séverin Baillet (maire de Guiglo), Hervé Sérodé (député de Guiglo commune), Kahiba Lambert (député de Toulépleu) étaient absents à l'accueil et à l'accompagnement de Jeannot Ahoussou. cette visite politique avait au menu, entre autres : une audience avec les chefs coutumiers Wê, une rencontre avec la communauté Baoulé et les autres communautés, une escale à Tinhou sur la tombe du ministre Dagobert Banzio, une étape à Tuambly pour une cérémonie de réconciliation à travers les masques.... a chacune des étapes, le président du sénat, plutôt membre du directoire du RHDP, a eu à tenir un discours loin des préoccupations des populations mais bien un discours de propagande pour le RHDP, un discours fait de promesses pour essayer de convaincre ces populations affligées de suivre le RHDP et de lui donner leurs voix en octobre 2020. mais la mayonnaise était loin de prendre. il est allé sur la tombe du ministre Dagobert Banzio où il s'est incliné. cette action a été bien appréciée par les parents du défunt, surtout qu'Ahoussou était déjà à l'enterrement le 14 octobre 2017. mais c'est le message qu'il a donné qui laisse perplexe. en effet, celui avec qui Banzio aura plus travaillé a dit aux parents de sécher les larmes et que le régime RHDP de Ouattara fera tout pour que cette famille soit alors même qu'après les obsèques, la famille Banzio, en 2017, était allée remercier Ahoussou Jeannot pour sa présence et lui a dit que Banzio n'étant plus là, elle se confiait à lui. dans sa réponse, il s'est demandé ce qu'il pouvait faire pour cette famille si le pouvoir pour lequel Banzio s'est tant sacrifié n'a pas fait grand-chose quand ce dernier luttait contre la maladie qui l'a finalement emporté. cette réponse n'a pas manqué de glacer le sang de la famille Banzio. d'où vient-il que ce même Ahoussou promette aujourd'hui de veiller à sécher les larmes de la famille Banzio ? certainement l'approche des élections, la campagne pour qui connaît l'influence de Banzio dans cette partie du pays. a Tuambly, la réconciliation pour laquelle il est allé avait été déjà faite. Banzio l'a lancée, le délégué flan Téhé et bien d'autres l'ont parachevée. aller encore pour la même chose n'est sans doute pas mauvais, mais aussi pas fortuit. a cause de la campagne. **LE FIASCO DE LA CAMPAGNE.** Par ailleurs, l'ex-président des élus et cadres Pdc du grand centre a rencontré la communauté Baoulé à un moment où justement sur recommandation du ministère des eaux et forêts (donc du gouvernement RHDP), des dizaines de milliers de paysans Baoulé ont été déguerpis sans ménagement, ni possibilité de recasement de leurs villages et campements en perdant tout. mais le président du sénat

n'en dit pas un mot, tout comme il n'a nullement dit un mot sur le coût des produits qui périssent. La question de ces hommes et femmes est simple : seraient-ils déguerpis ainsi s'ils avaient ouvertement dit leur adhésion au RHDP ? Une façon de dire que ce sort est réservé à ceux des paysans qui sont soupçonnés d'être des électeurs de l'opposition. Le numéro 5 du régime RHDP a dit qu'ils allaient donner des moyens aux leaders communautaires Wê, Baoulé et autres pour qu'ils sillonnent les contrées pour parler de paix. « J'ai demandé aux chefs Wê de s'adjoindre les chefs Akan afin que cette tournée soit reprise et amplifiée étant donné qu'avec Madameme la ministre, nous allons leur donner les moyens pour aller porter ce message de paix auquel tient le président Alassane Ouattara... », a-t-il dit à la fin. il ne s'agit pas de donner les moyens pour faire de simples tournées, mais bien de créer les conditions d'une paix, d'une cohésion entre les communautés. et ahoussou n'en a pas fait cas. Pour lui, tout est bien, alors qu'aujourd'hui, les problèmes d'occupations anarchiques des terres par des allochtones qui ne sont pas inquiétés se sont accrus. Le problème de Goin Débé qu'on avait pris des semaines à chercher à régler, et pour lequel il était allé dans le cavally en 2017, ressurgit progressivement, mais le patron du sénat n'en a pas fait cas. dans l'interview qu'il a donnée à la fin de son séjour, le patron du sénat a dit, en autres : « Je veux dire à nos frères du Grand Ouest de demeurer sereins et de regarder positivement la Côte d'Ivoire. Si nous devons aller dans le passé, la rébellion a commencé dans le grand Centre et avec nos frères, Jean Claude Kouassi, Allah Kouadio, nous sommes mis ensemble pour parler à nos parents et leur dire de ne pas répondre aux armes par les armes. Si quelqu'un vient chez vous, s'il est armé, si vous lui donnez la bonne parole, il va laisser tomber son fusil... Pour le Grand Ouest qui a été profondément endeuillé dans ses entrailles, qui a connu les affres de la guerre, qui a connu le déplacement de ses enfants partout sur le territoire national, dans les pays voisins, en Guinée, au Liberia, cette belle région a besoin aujourd'hui de paix... Je veux lancer le message de paix pour leur dire d'aller à la cohésion, d'écouter leurs leaders politiques ». Le message de Paix, ce sont les fils de l'ouest que l'ont, le premier, donné. Les populations qui ont subi la guerre, qui ont abandonné tout pour fuir, ont été surprises de constater qu'elles ne sont plus maîtres de leurs terres et forêts, une fois revenues. envahies qu'elles sont par des hommes venus d'ailleurs qui se sont installés de façon anarchique et souvent en défiant l'administration. si ces peuples de l'ouest contre mauvaise fortune font bon cœur, et au nom de la Paix, ils prônent et vivent la cohésion, il appartient aux gouvernants de trouver des solutions pour permettre à tout le monde de vivre en harmonie dans le respect des droits et devoir de chacun. Que propose Ahoussou sur ce chapitre ? absolument rien. il constate que « des ex combattants se sont retrouvés convertis en ambassadeurs de la Paix », ce qui est une excellente chose. Par contre, d'autres ex combattants sont mis aux arrêts sur simple dénonciation et croupissent toujours dans les prisons. Le discours de Ahoussou est loin d'avoir rassuré ces populations de l'ouest qui, visiblement, ont d'autres préoccupations, dont il n'a même pas parlé. elles veulent la paix définitive qui passe par le respect des droits de chacun, par la justice équitable, par la fin des conflits fonciers, par la sécurité, par des élections propres... mais, Ahoussou n'a pas dit mot de tout ceci. de fait, sa campagne n'a pas pris, car il a trouvé des populations qui ont d'autres priorités.

DÉFICIT DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES, DES LOGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES

Le ministre Adama Coulibaly : « Le financement de long terme est le socle du développement durable »



Le ministre Adama Coulibaly a présenté les difficultés qu'entraîne le déficit de financement de long terme. (Ph.DR)

Le ministre de l'Économie et des finances, Adama Coulibaly, a procédé, le vendredi 14 février 2020, à l'hôtel Pullman, au Plateau, au lancement du rapport de diagnostic sur le financement de long terme de la Côte d'Ivoire. De fait, cette activité s'inscrivait dans le cadre de l'initiative de Financement de long terme (Flt), lancé en 2017, avec le partenariat de la Banque africaine de développement (Bad), du pro-gramme FsdAfrica, de la Coopération allemande au développement (Giz) et du Making finance work for Africa. À écouter le ministre Adama Coulibaly, ce rapport vise à combler le déficit de financement des entreprises, ainsi que des projets de logements et d'infrastructures. « Le financement long terme, en facilitant les investissements longs, est le socle du développement durable. Dès lors, pour nous, pays africains, qui aspirons à l'émergence, l'un des défis à relever est celui de l'augmentation de ce type de financement à travers la mobilisation de l'épargne disponible pour les besoins d'investissements de l'économie », a-t-il déclaré, ajoutant que la réalisation du diagnostic du financement de long terme pour la Côte d'Ivoire est important pour le gouvernement. Et pour cause, l'Indice de développement des infrastructures en Afrique (Aidi) de la Bad place la Côte d'Ivoire dans le segment « de gamme moyenne » en Afrique. Ce qui a fait dire au ministre de l'Économie et des finances que cette situation fait perdre d'importants points de croissance à la Côte d'Ivoire. « Pour ce faire, il nous faudra relever le défi du déficit de financement des infrastructures (hydrauliques, routes, chemin de fer, aéroports, ports et télécommunications, électricité, eau,

assainissement) qui est estimé par Global infrastructure hub (Gih), à plus de 50 milliards Us (30.262 milliards FCfa) jusqu'en 2040 », a-t-il expliqué. Il a relevé l'importance des Petites et moyennes entreprises (Pme), rappelant, entre autres initiatives du gouvernement, les réformes du cadre juridique, institutionnel et réglementaire visant l'amélioration de l'environnement des affaires. « En dépit de ces efforts, les Pme continuent de faire face à des contraintes au nombre desquels nous pouvons mentionner le manque de financement qui freine leur potentiel de développement. Le rapport relève à juste titre que le déficit annuel de financement des Pme en 2017 se situait entre 3,9 milliards (2360.475.000.000 FCfa) et 4,2 milliards Us (2542.50.000.000 FCfa) en Côte d'Ivoire, et que 58% de ces besoins de financement visent à soutenir principalement les dépenses en capital. (...) Le besoin de financement est énorme. Il est essentiel de remédier à ces difficultés de financement de long terme si nous voulons arriver à créer une masse critique de Pme à même de contribuer à la création de richesse et à la résorption du chômage », a fait valoir le ministre Adama Coulibaly. Parlant du secteur du logement en Côte d'Ivoire, le membre du gouvernement ivoirien a insisté sur la politique sociale de l'équipe gouvernementale, dont l'objectif est d'offrir à la majorité des Ivoiriens des logements décents à des coûts abordables. « Malgré ces réformes, l'offre de logements demeure très faible, faute de financement adéquat. Comme le rapport le relève, le déficit de logements en Côte d'Ivoire est estimé à 600.000 unités avec un besoin annuel de logements neufs estimé à 200.000 unités pour la seule ville d'Abidjan. Les prêts au secteur du logement (...) représentent environ 1% de l'ensemble des prêts bancaires entre 2012 et 2016. Malgré une légère amélioration en 2017 (3,1%) et 2018 (2%), force est de constater que le niveau de financement demeure toujours assez bas », a-t-il déploré, appelant à enrichir les propositions faites en vue de dégager un plan d'actions pour la mise en œuvre de solutions concrètes aux défis opérationnels et structurels identifiés pour l'accès aux financements de long terme en Côte d'Ivoire. Pour l'économiste en chef et vice-président du département « Gouvernance économique et gestion des savoirs » à la Bad, Charles Lufumpa, les autres types de financement étant insuffisants, le besoin de financement de long terme s'avère nécessaire, au point de s'élever à 1,3 milliard Us (786.825.000.000 FCfa). La Directrice de cabinet du ministre

Déficit de financement des entreprises, des logements et des infrastructures

Le ministre Adama Coulibaly :

« Le financement à long terme est le socle du développement durable »



de l'Économie et des finances, Minafou Fanta Coulibaly-Koné, a mis, quant à elle, l'accent sur l'importance de l'éducation financière des masses pour la prise en compte des enjeux liés aux infrastructures, aux logements et au financement des entreprises..

HERVÉ KPODION

EN VISITE DANS DES VILLAGES DE SONGON / Le préfet de région d'Abidjan, Vincent Toh Bi Irié, a salué les chantiers mis en œuvre par le gouverneur du district autonome d'Abidjan Robert Beugré Mambé, agissant au nom du président de la République Alassane Ouattara, mercredi 12 février 2020.

Le préfet d'Abidjan salue les réalisations de Mambé



Le préfet d'Abidjan, Vincent Toh Bi, a sillonné des rues bitumées à Abiaté 2. (Ph. DR)

rappeler, s'inscrivent dans la droite ligne du "Programme de désenclavement des villages atchan et akyé du district autonome d'Abidjan" lancé en 2014. Ce programme prend en compte, le bitumage de 150 km de voies dans les sous-préfectures de Songon, Anyama et Bingerville, l'adduction en eau potable, l'électrification, la construction d'infrastructures de drainage et d'assainissement. A Songon, ce sont des investissements de près de 25,2 milliards de fcfa qui sont en cours de finalisation.

ELYSÉE LATH

Le préfet de région d'Abidjan, Vincent Toh Bi Irié, a salué les chantiers mis en œuvre par le gouverneur du district autonome d'Abidjan Robert Beugré Mambé, agissant au nom du président de la République Alassane Ouattara, mercredi 12 février 2020. Il visitait le village d'Abiaté 2, village dont est originaire M. Mambé. En effet, la présence du préfet de région d'Abidjan à Abiaté 2 s'inscrit dans le cadre d'une série de visites qu'il effectuait dans des villages de la sous-préfecture de Songon, dont Songon Dagbé, Songon Té, Songon Agban, Songon M'Braté et Songon Abiaté 2, à l'effet de sensibiliser les populations rurales sur les conflits qui minent la chefferie dans les villages atchan et akyé. «Nous avons trouvé des chantiers dans tous les villages que nous avons visités. Des routes, des écoles, des centres de santé. On a vu l'effectivité du développement qu'attendaient les villageois», a déclaré l'hôte de Beugré Mambé. Pour le préfet Toh Bi, ces travaux ont un impact positif direct sur la vie des populations. « Nous sommes venus lui dire merci pour toutes ces réalisations. Mais également pour la passion et l'engagement qu'il met dans le suivi du développement, des actions culturelles, ...», a dit l'autorité préfectorale. Le gouverneur a saisi l'occasion pour annoncer que plusieurs autres chantiers seront exécutés cette année. Il a énuméré entre autres, la réhabilitation de plusieurs écoles primaires, la construction de nouvelles salles de classe, ainsi qu'un lycée mixte avec internat. Aussi, Mambé a fait savoir qu'il est prévu la construction de centres de santé avec logements d'infirmiers et de sage femme. Toutes ces actions, faut-il le



DISTRICT AUTONOME DE YAMOOUSSOUKRO / Il avait promis. Il es en train de tenir sa promesse. Lui, c'est Alassane Ouattara, président de la République de Côte d'Ivoire.

Voici comment Alassane Ouattara rend effectif le transfert de la capitale



Le siège du Sénat dans la capitale politique ivoirienne

Il avait promis. Il es en train de tenir sa promesse. Lui, c'est Alassane Ouattara, président de la République de Côte d'Ivoire. En campagne pour l'élection présidentielle de 2010, l'actuel locataire du Palais de la Présidence avait été clair affiché son intention devoir Yamoussoukro jouir pleinement de son statut de capitale politique et administrative du pays. «Donnez-moi le pouvoir et je rendrai effectif le transfert de la capitale politique à Yamoussoukro», avait-il dit. Aujourd'hui, les prémices de ce transfert sont tangibles. Notamment avec la création de la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire (CNRCT-CI) dont le siège est à Yamoussoukro, au quartier Riviera. Il en est de même pour le Sénat avec un siège flambeau neuf situé en face de la Basilique Notre Dame de la Paix. A ces deux institutions s'ajoute la Médiature de la République qui a pris ses quartiers dans les locaux de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix. De plus, plusieurs conseils des ministres ont été délocalisés à Yamoussoukro. La capitale politique et administrative abrite aussi les sommets du Traité d'amitié et de coopération Burkina Faso-Côte d'Ivoire. Pour garder son allure de ville universitaire par excellence, le chef de l'Etat a doté la ville de nouvelles infrastructures éducatives. Il s'agit du Lycée professionnel hôtelier, à Nana, un village de la commune. Il en est de même pour l'Ecole de la magistrature dont la construction est presque achevée au quartier Morofè. Le Lycée culturel, situé dans le même quartier, est également en construction. Le village SOS, sur l'axe Kami, n'a pas été oublié dans ce programme. Il est sorti de terre et fonctionne depuis deux années déjà. Dans le cadre du programme d'urgence présidentiel, l'Institut polytechnique Houphouët-Boigny a été entièrement rénové. Les amphis, les cités universitaires, le complexe sportif, les bureaux, les

ateliers de travaux et l'espace vert ont été entièrement réhabilités. A côté de ces infrastructures, le plateau technique des hôpitaux de Yamoussoukro a été amélioré. **Au niveau sanitaire**

Comment pouvait en être autrement. Surtout que la ville natale d'Houphouët-Boigny a vu l'un des rêves du Bélière de Yamoussoukro se concrétiser. Cela avec la construction de l'Hôpital catholique Saint-Joseph Moscati. Bâti sur plusieurs hectares et séparé de la Basique Notre Dame de la Paix par une voie triomphale entièrement bitumée, cet hôpital, bien que propriété des catholiques, a été financé en partie, par l'Etat de Côte d'Ivoire et les travaux de construction ont été suivis par le BNEDT maître d'ouvrage. Un hôpital équipé d'appareils et matériels médicaux de dernière génération. Le centre hospitalier général (CHR) a vu ses services de gynécologie, de maternité, des urgences, de médecine, le cabinet dentaire et l'administration totalement réhabilité avec des équipements ultra-modernes. C'est d'ailleurs le chef de l'Etat qui a procédé à l'inauguration de l'établissement sanitaire entièrement rénové, le 18 septembre 2019.

Le nouveau visage des rues et quartiers

Yamoussoukro, ville vitrine au plan politique et touristique et économique, était devenue une cité fantôme. De la ville lumière qu'elle fut, la cité construite des mains de maître Félix Houphouët-Boigny n'était que l'ombre d'elle-même. Les différents présidents qui se sont succédé à la tête du pays depuis sa disparition lui ont complètement tourné le dos. Heureusement que parmi ses héritiers, il y a un certain Alassane Ouattara. Arrivé au pouvoir en 2011, il a décidé de redonner à Yamoussoukro son lustre d'antan. 27 ans après le décès du père fondateur de la nation, il s'est engagé dans un vaste chantier de renaissance de la capitale politique et administrative du pays. Et comme chef d'orchestre le Premier ministre, chef du gouvernement, Amadou Gon Coulibaly, il a mis à disposition la bagatelle de plus de 133 milliards de FCFA pour le financement des travaux, déjà en cours, et qui ont commencé à donner un visage plus reluisant à la capitale politique. La première phase consiste en des travaux de bitumage des rues et porte sur environ 37 km de voirie revêtue et 4,4 km de routes enterrées. Au quartier Riviera qui abrite les institutions comme le Sénat, la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire, toutes les rues dégradées ont

été revêtues de nouvelles couches de bitume. Les nids de poule, les flaques d'eau ne sont qu'un lointain souvenir. Au centre commercial Mô faitai, après la démolition du marché, la destruction des immeubles et magasins construits sur les caniveaux et le domaine public, les travaux d'assainissement vont bon train. La mosquée sénégalaise et des kiosques commerciaux faisant obstruction au ruissellement des eaux usées ont été dégagés. Le gros caniveau recevant les eaux usées de l'hôtel Président, du Golf Club, bouché par l'immeuble d'un opérateur économique libanais a été complètement débouché. Les eaux sales coulent désormais sans envahir les rues. La voie qui part du carrefour de la compagnie UTB à la Fondation a été dégagée des magasins construits sur les caniveaux et des garages en pleine rue. Les premières couches de revêtement ont déjà commencé. Du carrefour Walè en passant par l'ex-marché Môfai-tai pour rejoindre la nationale A3, tout est aéré et la voie est en train d'être revêtue.

Faire de Yamoussoukro un carrefour

Les travaux de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro sont très avancés. Les gros camions ne traverseront plus la ville comme par le passé. En plus des voiries du District Autonome de Yamoussoukro, le président de la République a donné des instructions pour l'achèvement des voies qui relient la capitale politique aux autres villes. C'est le cas de l'axe Yamoussoukro-Bouaflé et Daloa qui n'attendent que désormais leur ouverture officielle. On note également avec satisfaction la poursuite de la construction de l'autoroute Yamoussoukro-Tiébissou-Bouaké dont les travaux en cours de réalisation ont été lancés par le Premier ministre en novembre 2017. Même si on n'aime pas Alassane Ouattara, il faut savoir qu'il travaille pour le bonheur de ses administrés. D'ici peu, les deux grands projets de l'autoroute suscités vont permettre d'améliorer la compétitivité du réseau routier au niveau national. Dans tout le District Autonome de Yamoussoukro, ce sont au total 300 km de route enterrée qui ont été reprofilés dans le cadre du Programme social du gouvernement. Même si l'état de délabrement du pays après la décennie de crise n'a pas permis à Alassane Ouattara de s'installer à Yamoussoukro comme il l'avait souhaité lors de ses campagnes présidentielles, il faut reconnaître qu'il œuvre pour le transfert effectif de la capitale à Yamoussoukro. C'est la raison fondamentale qui le pousse à mettre en chantier la ville natale de son père spirituel, Félix Houphouët-Boigny. Le programme d'urgence présidentiel a permis de rallier en moins de 30 mn la villa d'Attégouakro à Yamoussoukro (15 km) alors qu'il fallait plus de 2 heures par le passé. En plus du désenclavement de cette localité, il l'a dotée d'une préfecture moderne et d'un lycée.

Doter Yamoussoukro d'institutions de référence

Après toutes entreprises, le président Alassane Ouattara dans le souci de redonner à Yamoussoukro son lustre d'antan, après la Chambre des rois et chefs traditionnels, le Sénat, la Médiature, la réhabilitation de l'Institut polytechnique Houphouët-Boigny avec l'extension des résidences universitaires, il entend dès le premier trimestre l'année 2020 rénover totalement le Lycée Scientifique. Il l'a annoncé en septembre 2019 lors du lancement des

travaux de réhabilitation de la voirie de Yamoussoukro. Aussi, la construction de deux collèges de proximité dans la commune, la construction de deux centres de formation professionnels à Morofè, la création d'un centre de recherche pour la productivité du cacao et de la banane sont au programme. La construction en cours d'un centre formation judiciaire, et enfin, le stade en construction pour le CAN en 2023 sont autant d'infrastructures pour le rayonnement de la capitale politique. En plus, la ville de Yamoussoukro a bénéficié de 20.000 m³ d'eau supplémentaire grâce à de nouvelles installations mises en service par le vice-président Daniel Kablan Duncan. Les besoins en eau potable de la capitale politique ivoirienne étaient estimés à 27.000 m³ d'eau. Le relèvement du niveau et l'accroissement des capacités d'eau ont permis d'approvisionner plus de 750000 personnes dans 11 quartiers de la ville, ainsi que les localités de Tiébissou et de Sinfra. "C'est une réponse concrète du président de la République donnée à l'attente des populations", avait déclaré Kablan Duncan en procédant à la mise en service des installations de production d'eau potable de Yamoussoukro. Les travaux ont permis de réhabiliter et de mettre en état les installations vétustes réalisées depuis 1972 et de construire de nouvelles stations et d'un château d'eau. La capacité en approvisionnement en eau potable a doublé pour améliorer les conditions de vie des populations du District de Yamoussoukro et de la région du Bélier. Le renouvellement et la construction de nouvelles installations de production en eau potable à Yamoussoukro, a bénéficié d'un financement total de 13,5 milliards de F CFA, dont une participation de 9,2 milliards de FCFA de la Banque mondiale. Il a aussi souligné qu'une station en approvisionnement en eau potable devant servir le Bandama à Gagnoa est en construction à Téfrodougou sur l'axe Yamoussoukro-Sinfra. Toutefois, à travers le District Autonome, de nombreuses réalisations en château dans les villages ont été effectuées par le Gouverneur Augustin Thiam sous le président Alassane Ouattara.

JACQUELIN MINTOH